



[CLIQUEZ ICI POUR LA PREMIERE LETTRE D'INFOS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES SUR LA SITUATION SOCIALE A MADAGASCAR \(PDF\)](#)

Antananarivo, le 23 juin 2011. A la suite du lancement officiel de la première Lettre d'Information du Système des Nations Unies sur la situation sociale à Madagascar, **ci-après quelques éléments d'informations supplémentaires sur les réponses apportées par l'UNICEF face à l'érosion progressive des services sociaux de base à Madagascar.**

1. SUR LA PAUVRETE DES ENFANTS



Etre pauvre, c'est vivre avec moins de 468 800 ariary, soit environ 234 dollars par personne

par an. Cette pauvreté s'accroît davantage en temps de crise, et à l'heure actuelle, elle touche plus de 8 enfants de 0 à 14 ans sur 10 à Madagascar. D'aucun n'ignore que la vulnérabilité économique des ménages expose davantage les enfants aux difficultés d'accès aux services sociaux de base de santé, d'éducation, de protection, etc.

La pauvreté des familles et des ménages expose leurs enfants à la violence, à la maltraitance, aux abus et à l'exploitation. L'UNICEF assume que l'extrême pauvreté pourrait être l'une des causes sous-jacentes de l'accroissement des cas d'exploitation sexuelle, de violence sexuelle, de trafic et de traite d'enfants.

§ L'UNICEF ne cesse de poursuivre le plaidoyer, au niveau national et international dans ce sens. C'est dans ce cadre qu'il a pris la responsabilité de **coordonner le groupe des bailleurs et des Nations Unies pour les interventions en protection sociale** et de préparer les interventions et programmes post-crisis.

§ L'UNICEF a également initié **plusieurs projets de transfert de cash auprès des ménages les plus vulnérables**, comme celui initié en partenariat avec le FID et la CUA sur l'assainissement, ou encore les deux projets de cash transfert pour faciliter la réinsertion scolaire des enfants et prévenir les violences envers les enfants.

§ L'UNICEF est à l'heure actuelle en train de **mener une étude de simulation des coûts des différentes options de protection sociale en transfert monétaire**, avant de passer à la mise à l'échelle de ces différents projets.

2. SUR LE MANQUE DE PERSONNEL DE SANTE



Le manque de personnel de santé est en partie lié à la réduction du budget affecté au secteur. Ce budget a accusé une baisse de l'ordre de 30 pour cent. 214 centres de santé fermés au mois de janvier dernier, privant des milliers de personnes de leur accès aux soins. Madagascar doit à tout prix préserver les acquis au cours des dernières années en matière de réduction de la mortalité infantile à Madagascar.

L'UNICEF exhorte toutes les parties prenantes, à tous les niveaux, international, national, régional ou local, à redoubler d'efforts pour adresser cette situation. La crise sociopolitique traversée par le pays a eu des impacts négatifs sur le secteur de la santé, notamment sur son fonctionnement, sur l'état de santé des populations et leur accès aux soins de santé de qualité.

§ Dans la mesure de ses moyens, **l'UNICEF essaie de combler ces vides à travers le recrutement de Paramédicaux, et ce depuis 2009.**

Cette année, dans le cadre du CERF (Fonds des Nations Unies de Réponses aux Urgences), l'UNICEF vient de renouveler ce système en recrutant 52 paramédicaux, ayant permis la réouverture de 41 centres de santé dans les trois régions du Grand Sud. L'UNICEF a également mis à disposition des médicaments essentiels pour assurer le traitement gratuit des patients au niveau des centres de santé, et couvrant une population de 320 000 personnes.

§ La **Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant**, supportée en grande partie par l'UNICEF et menée deux fois par an sur l'ensemble du territoire, répond à ce souci d'offrir des paquets d'interventions de santé gratuits.

Dans le Grand Sud de Madagascar, une enquête nutritionnelle réalisée au mois de mars dans trois districts de la région d'Atsimo Andrefana a fait état d'un taux de malnutrition aiguë globale de 7,4%. La situation nutritionnelle est classifiée «pauvre» si l'on se base sur les seuils d'alerte établis par l'Organisation Mondiale de la Santé. Par rapport à l'enquête nutritionnelle réalisée en 2007 dans les mêmes districts où la prévalence de la malnutrition aiguë globale était de 4,7%, cette situation est critique.

§ Avec un bureau de zone dans le Grand Sud de Madagascar, **l'UNICEF a mis en place tout un système - de l'identification des enfants malnutris à leur prise en charge.**

L'UNICEF a formé les agents communautaires de ces régions qui mènent des séances de dépistage régulières au niveau des communautés. Ce système a permis à l'UNICEF de prendre en charge et de traiter en 2010 plus de 9 000 enfants dans 146 centres de santé dans cette partie de Madagascar. L'UNICEF continue également d'appuyer tous les 49 centres qui s'assurent du traitement des cas de malnutrition aiguë avec complication ou CRENI (Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Intensive).

3. SUR L'EROSION DES SERVICES D'EDUCATION



L'achèvement du cycle primaire a accusé une baisse de 6 pour cent. Plus de 138 000 enfants de 6 à 10 ans non scolarisés additionnels ont été recensés, portant le nombre total à environ 400 000 en 2009-2010. Les caisses écoles, destinées à alléger les charges parentales pour l'éducation de leurs enfants ont été revues à la baisse, passant de 3 000 à 800 ariary. Le nombre d'enseignants FRAM a presque doublé entre 2008 et 2011, et le budget d'investissement pour le secteur est passé de 82 millions USD en 2008 à 14,5 millions en 2010.

§ Les partenaires de l'éducation à Madagascar se sont mobilisés pour que le fonds **Fast Track Initiative soient à titre exceptionnel transféré à l'UNICEF afin d'assurer la mise en œuvre du plan Education Pour Tous**

y compris le paiement des subventions des enseignants FRAM.

En confiant la gestion de ces fonds à l'UNICEF, les partenaires de l'éducation ont surtout montré leur souci de préserver les élèves du primaire des conséquences négatives de la crise

et d'assurer la sécurisation des fonds à travers le financement direct aux bénéficiaires.

§ **L'UNICEF a lancé au mois de mars les fonds catalytiques locaux (FCL), destinés à plus de 10.550 écoles, couvrant un total de plus de 1,694 millions élèves.** Il s'agit de réduire les charges des familles et des parents. En concertation avec les partenaires de l'Education, l'UNICEF s'active et est en train de négocier en ce moment pour qu'une partie du FTI soit de nouveau transférée directement à l'UNICEF.

§ L'UNICEF procèdera également avant la prochaine rentrée scolaire à **la distribution de 3 millions de kits scolaires à destination des élèves, mais aussi des kits pour les enseignants et les écoles**

UNICEF MADAGASCAR - www.madagate.com